

Adieu l'école de la République, vive l'enseignement hybride !

Apprendre dans la start-up nation

« Le mot « hybride » vient du latin « ibrida » qui désignait le produit du sanglier et de la truie, et plus généralement tout individu de sang mêlé. L'orthographe a été modifiée par rapprochement avec le mot grec « hybridis » faisant référence à la violence démesurée qui peut évoquer la notion de viol, union contre nature. ¹»

La note sur « l'enseignement hybride » est présentée sur Eduscol par le ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de « la circulaire du plan de continuité pédagogique » publiée cet été². Le ministère y « pose des principes, des recommandations et des conseils ou exemples de mise en œuvre, en cas de dégradation de la situation sanitaire à la rentrée scolaire 2020. » « Ce plan de continuité ne traite pas des modalités d'organisation de la rentrée scolaire dans des conditions sanitaires normales. »

L'« enseignement hybride » est indiqué pour chacune des deux hypothèses suivantes :

« Hypothèse 1 : circulation active du virus, localisée, nécessitant la remise en vigueur d'un protocole sanitaire strict.

Hypothèse 2 : circulation très active du virus, localisée, nécessitant la fermeture des écoles, collèges et lycées sur une zone géographique déterminée. »

La note Eduscol consacrée à l'« enseignement hybride »³ est composée comme suit :

- Un bref et amphigourique « point conceptuel » ne conceptualise pas grand-chose mais on y relève que l'« enseignement hybride » se caractérise, selon une référence datant déjà de 2012, donc sans rapport avec le COVID, par « une combinaison ouverte d'activités offertes en présence et à distance, en mode synchrone et asynchrone »⁴.
- Un point 2. intitulé « ce qui change avec l'enseignement hybride », où il est mis en valeur que « la désynchronisation est au cœur de cette transformation »⁵. La désynchronisation, par ailleurs connue comme syndrome touchant l'organisme humain et l'horloge interne, n'a évidemment pas besoin d'être définie.
- Le point 3. est consacré aux « avantages de l'enseignement hybride » (pointés au nombre de cinq). Il n'existe en revanche aucun point consacré à ses inconvénients, ni même à ses limites.
- Le point 4., le plus long, détaille les « points de vigilance », successivement pour les élèves, le chef d'établissement et l'inspection, puis enfin les enseignants. Ces derniers s'y trouvent avertis des « conditions de réussite », dont visiblement la responsabilité principale leur incombe. La note s'achève sur le listage de sept conditions.

¹ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Hybride>

² <https://eduscol.education.fr/cid152893/rentree-scolaire-2020-plan-de-continuite.html>

³ https://cache.media.eduscol.education.fr/file/RS2020/22/3/Fiche-1.5_Annexe1-Enseignement-hybride_1309223.pdf

⁴ Cette référence surgit sans que le désir de définition n'étouffe les rédacteurs, et l'on saisit en cherchant par la maigre indication « APOP » que le sigle APOP désigne au Québec une Association pour les applications pédagogiques de l'ordinateur au post-secondaire. Mais, qu'il ne s'agisse point ici de « post-secondaire » n'est sans doute qu'un détail inutile.

⁵ Cette phrase, comme d'autres dans la note, proviennent directement, sans guillemets ni référence, d'un article de blog perso, celui de Bruno Devauchelle (<http://brunodevauchelle.org/2020/03/09/covid-19-une-nouvelle-chance-pour-le-numerique-educatif/>). Cela montre le sérieux infini de la rédaction de documents mis en ligne par le ministère Blanquer sous la forme de documents officiels.

Le ministère se désengage de l'Éducation Nationale

À aucun moment l'État n'endosse la moindre responsabilité. La note ne fait que décrire des attitudes et des postures « nouvelles », que les exécutants ont à interpréter et à adopter. L'enseignement hybride se déploie sous la forme d'un phénomène immanent et auto-justifié, hors de toute vision argumentée, délié d'un quelconque choix politique assumé. Il n'est que sa mise en œuvre qui « nécessite de s'interroger », mais cela n'est visiblement ni l'objet de la note, ni de la responsabilité du ministère. En deux lignes, on expédie que « la crise sanitaire liée au COVID 19 puis le déconfinement progressif ont imposé des modes d'enseignement qui interrogent les rythmes, les lieux, réels ou virtuels, et les temps d'apprentissage. » Partant de là, la responsabilité du ministère est, par le choix des termes, constamment évacuée. Il s'agit alors pour le chef d'établissement « d'organiser différemment », pour l'enseignant « de penser d'autres scénarisations » et de rompre « avec les habitudes prises », pour l'élève « de réorganiser... » Mais pour le ministère ? Le rôle de « l'institution » se limite à « accompagner ces évolutions en fournissant les ressources et dispositifs de formations pertinents, ainsi que les équipements et infrastructures en lien avec les partenaires ». Charge est laissée aux « acteurs » (enseignants, familles, élèves, collectivités, chefs d'établissements) de « mettre en place de nouvelles formes de travail, d'entraide, d'accompagnement à distance », de s'adapter, et d' « expliciter ce que c'est qu'apprendre et travailler en dehors des contraintes quotidiennes de la scolarisation ».

Il n'est jamais question d'une école qui instruit, forme ou transmette, mais assez vaguement d'apprentissages. Condorcet n'y retrouverait pas son vœu d'une école pour « former des citoyens qui ne s'en laissent pas conter mais qui entendent qu'on leur rende des comptes ». Le maître mot, ici, est sans conteste celui d' « accompagnement » (11 occurrences). Le mot « engagement » n'est, lui, utilisé que deux fois, et ne se rapporte qu'aux élèves (p.3).

Une insistance particulière s'exprime quant à l'inscription de plus en plus locale des modalités de mise en œuvre : relier les « partenaires » aux « collectivités » (p.2), « varier selon les contextes locaux », « privilégier les formations d'initiative locale », prendre en compte « l'environnement numérique local » (p.3).

En réalité, tout ceci ressemble à un plan d'externalisation de l'école. Lorsqu'il est décrit « dans son rôle de chef d'orchestre » en dehors d'une classe qui n'est plus nécessairement un « espace physique » (p.1), l'enseignant doit se débrouiller en autonomie dans des dispositifs de « co-construction » avec les autres « acteurs » : les familles, les élèves – qui peuvent devenir eux-mêmes « pairs » (de qui ?) voire « concepteurs », les collectivités et les plateformes⁶. Dans le fond, tout cela pourrait bien marquer le parachèvement de la désintégration de l'école au profit d'un système de triage sans contact. Au profit de qui ?

⁶ « Il ne s'agit pas de redonner sens à l'école mais redonner sens à l'apprendre. Or la situation que nous vivons en ce moment est une belle opportunité, en s'appuyant sur les moyens numériques de réfléchir à ces transformations. » C'est ce qu'écrit Bruno Devauchelle sur son blog le 9 mars 2020 dans l'article « Covid-19, une opportunité pour le numérique éducatif ? ». Finalement, saura-t-on si M. Devauchelle a été plagié sur Eduscol, ou s'il est lui-même l'auteur de la note Eduscol dont nous parlons ici ?

L'implication des familles : à la fois clairement signifiée, hypocritement abordée et rapidement déblayée.

Si les parents d'élèves n'ont pas droit au moindre paragraphe dans la partie sur les « points de vigilance », il est écrit en gras dès l'entrée du point 2 que c'est « l'intégration des parents » qui concourra à une « plus grande complémentarité des acteurs », s'agissant des « lieux », « temps » et « rythmes » d'apprentissage. On cite alors le Président du Conseil scientifique de l'Éducation nationale Stanislas Dehaene⁷, qui semble se réjouir que le confinement « a effacé la barrière entre les familles et l'école. On a créé du lien et les familles ont vu ce que c'était enseigner ». On en déduit que les familles pourront non seulement continuer, mais amplifier leurs efforts. L'Éducation nationale consacre le rôle et la responsabilité des familles dans le métier d'enseigner. « Notre idée serait que les enseignants et les familles partagent les mêmes outils », ajoute Stanislas Dehaene. L'enseignement se limite donc à des « outils », mais quid des compétences, qui elles, ne peuvent être partagées ? Tout parent pourrait donc s'improviser enseignant, et ce évidemment dans toutes les matières. Autant remettre directement en question le niveau d'études requis pour entrer dans l'Éducation Nationale, et les compétences mêmes des enseignants. Si la mission des parents est bien d'éduquer leurs enfants, l'instruction d'une nation entière – qui plus est lorsque celle-ci pose l'égalité au cœur de sa devise républicaine – n'incombe-t-elle pas à l'institution et à ceux qui la représentent ?

Plus loin (p.2), on comprend que les familles, faisant partie des « acteurs », sont rendues co-responsables de la mise en place « de nouvelles formes de travail, d'entraide, d'accompagnement à distance ». On compte évidemment sur le fait que les familles soient capables, une fois équipées, de s'approprier les outils, fournis ou non, dont on doit avant tout « veiller à l'interopérabilité ». Concernant le premier degré, il est dit franchement qu'au vu de l'« autonomie limitée » de l'élève, « il est préférable de privilégier l'équipement des familles », chargées de la responsabilité d'« accompagner » l'élève dans « ses usages du numérique afin d'acquérir les compétences nécessaires pour un usage éclairé et responsable ».

Parmi « les avantages de l'enseignement hybride » détaillés au point 3, « la possibilité de s'affranchir des contraintes de temps et de lieux » apparaît en premier. Mais pour qui ? Certainement pas pour les parents, pour lesquels il deviendra nécessaire de dégager un temps substantiel pour « accompagner » chacun de leurs enfants dans leurs apprentissages. Une réelle contrainte de temps s'il faut s'acquitter de contenus jusqu'ici développés sur un minimum de 24 heures d'enseignement hebdomadaire pour chaque enfant. Quant aux contraintes de lieux, elles renvoient directement à l'espace de travail qu'il faut pouvoir mettre à disposition pour chacun.

La charge dévolue aux familles par la mise en place de cet « enseignement hybride » est bien réelle et, disons-le absolument énorme, voire même – si l'on veut tenir compte de toutes les réalités qui composent la vie familiale – probablement intenable. A quoi tiendra alors la réussite des enfants ? Aux capacités économiques de leurs parents, entre ceux qui pourront s'offrir les services de professeurs privés et ceux qui n'en auront pas les moyens ? Faudra-t-il

⁷ On se permettra de rappeler, avec tout le respect qu'on lui doit, que Stanislas Dehaene n'a pas construit sa propre réussite de façon « hybride » mais bien grâce aux meilleures écoles : il fut élève au lycée privé Sainte-Geneviève de Versailles (surnommé « boîte à jèzes ») avant de poursuivre ses brillantes études à l'École Normale Supérieure.

Sur l'aspect controversé du rôle de M. Dehaene auprès du ministre Blanquer, on n'indiquera ici qu'une lecture parmi de nombreuses possibles : <https://diacritik.com/2019/05/27/les-neurosciences-outil-managerial-des-reformes-blanquer/>

que l'un des deux reste à la maison pour donner aux enfants un niveau d'instruction satisfaisant ? L'Éducation nationale avait inventé "Devoirs faits"¹ dans l'idée que les parents n'aient plus à se battre avec les enfants pour les devoirs, voilà que maintenant les parents vont devoir faire l'école... et vive le déterminisme social et familial !

Mais sitôt leur « intégration » décidée, la réalité ectoplasmique des familles s'évapore du document.

Un « accompagnement fort et long » pour adapter les enseignants

Les enseignants doivent comprendre que leur rôle est de se conformer aux « scénarios pédagogiques numériques valorisés par les académies, en lien avec les programmes » (p.1)⁸. Ils doivent aussi réaliser que rien, semble-t-il, n'est à conserver de leur identité, de leur métier, de leur expérience, car c'est une sorte de liste d'avertissements qui s'égrène au fil de la note : « penser d'autres scénarisations de son enseignement » (puis, plus loin : repenser « la scénarisation de leurs cours »), « adopter de nouvelles postures » et de « nouvelles modalités d'évaluation » (p.1), « mettre en place de nouvelles formes de travail, d'entraide, d'accompagnement à distance » (p.2), revoir leur « rôle » « en présentiel » et « à distance », ce qui devra d'ailleurs être scellé par la rédaction de nouveaux projets d'établissement (p.3), rompre « avec les habitudes prises », « disposer du matériel adéquat », être capables de diversifier les contenus et les activités (comprendre : numériques), « favoriser leur appropriation », « soutenir les apprentissages », « maintenir l'engagement », « évaluer régulièrement l'impact des choix pédagogiques sur la qualité des apprentissages », « construire simultanément les temps en présentiel et à distance afin de garantir une articulation pertinente », mais encore « instaurer des rituels » (« comme en présentiel »), « soutenir les élèves (tutorat) pendant les cours à distance et veiller à la clarté des consignes », « prendre en compte la capacité d'"apprenance" et l'autonomie des élèves dans un tel contexte », mais aussi « accompagner les élèves sur les plans non seulement cognitif mais aussi socio affectif, motivationnel et métacognitif », sans oublier de « prendre en compte des nouveaux apprentissages non formels ou expérientiels » (p.4)...

Les rédacteurs expriment leur conscience que « cette évolution » « fragilise » les enseignants. Il est aussitôt suggéré que ces enseignants fragilisés devront être soumis eux aussi à un « accompagnement fort et long, à travers des modules de formation, mais surtout en proximité »⁹. On ne sait trop si « fort et long » doit faire penser à une étreinte amoureuse, à une séance de torture ou au baiser de la pieuvre, mais force est de constater que cela a quelque chose d'un peu inquiétant. Comment, en tout cas, mieux dire que rien n'est à garder ?

⁸ « C'est la vision mécaniste et ultra simpliste qui est donnée au public sur le rôle du conseil et des sciences cognitives. L'idée d'un protocole que les enseignants n'auraient plus qu'à suivre pour faire face à la diversité des situations de classe est stupéfiante d'ignorance. » « L'idée d'enseignants réduits à appliquer des protocoles pensés par d'autres anime visiblement au moins une partie du conseil et est validée par le ministre. » François Jarraud, « SOS Conseil scientifique », *Le Café pédagogique*, 11 janvier 2018.

⁹ C'est dans une belle ambiguïté qu'il est signifié à ce titre le « rôle essentiel » des « enseignants référents pour les usages numériques », chargés d'un accompagnement « de pair à pair », mais dont la fonction serait à revoir en termes de « statut » et de « disponibilité » (p.3).

Toujours accélérer face au mur : le fantasme délirant de s'affranchir encore de l'humain et du réel

« La désynchronisation est au cœur de cette transformation ». Et si c'était de la vie elle-même, finalement, qu'il fallait se désynchroniser ? Alors que la crise du COVID a pu mettre un peu plus en lumière le désastre engendré par un système productif mondialisé à bout de souffle, tandis que les effets du changement climatique s'aggravent, prétendre s'extraire encore davantage du réel n'est-il pas l'option de fous dangereux ? Le premier avantage de l'« enseignement hybride » qui est pointé, n'est rien de moins que « la possibilité de s'affranchir des contraintes de temps et de lieux ». Autrement dit, en pleine crise du vivant, la priorité serait de se libérer et de s'abstraire de tout ce qui nous repère.

On remarquera d'ailleurs à quel point ce texte douteux et presque littéralement asphyxiant prend soin d'identifier nos repères humains à des contraintes qu'il faut dépasser. Par exemple, la « scolarisation » n'apparaît (p.2) intrinsèquement liée qu'à des « contraintes quotidiennes » en dehors desquelles les élèves et leurs familles doivent « apprendre et travailler » ! Ce sont les évolutions » qui « nécessitent d'explicitier » à ces élèves et leurs familles, qui ne comprendraient sans doute pas par eux-mêmes, que le salut passe par leur libération des « contraintes » de la scolarisation, ce qui n'est pas rien pour une note estampillée par le Ministère de l'Education nationale. Dans la même veine, il est écrit que la crise du COVID constitue « une opportunité pour interroger la classe en tant qu'espace physique » (p.1). On rappellera aussi l'insistance à faire comprendre que les enseignants ont à rompre « avec les habitudes prises » (p.3) et repensent de fond en comble ce qui n'est d'ailleurs plus jamais appelé un métier.

Une vigilance réduite aux questions d'équipement matériel

La « vigilance » pour les élèves ne concerne que des questions de matériel, d'accessibilité et d'usage numériques. Dans une note de trois pages, on dénombre 70 mots qui se rapportent directement au matériel et à la technologie : « équipement » en tête (12 fois), « numérique » (et « environnement numérique », usages numériques », « maturité numériques »... 13 fois), suivis de : « outils », « matériel », « dispositif », « procédures », « ressources » (et « personnes ressources »), « infrastructure », « supports », « accès/accessibilité », « interopérabilité », « fonctionnalité », « connectivité », « accessoires », « configuration », « logiciels », « réseau internet », « plateforme », « assistance », « maintenance », « services », « modules », « capsule », « compatibilité », « filtrage »...

C'est une belle marque de cynisme que la façon d'afficher une crainte particulière pour les élèves de « familles défavorisées » (p.1), essentialisés en « victimes » d'une « fracture numérique ou d'équipement », susceptibles d'« aggraver les taux de décrochage scolaire ». On ne se pose nullement les questions concrètes liées aux inégalités de revenus et de logement, à la promiscuité, ou au contraire à l'isolement humain. Pas plus d'ailleurs qu'on n'envisage la question des capacités des parents à accompagner leurs enfants dans les apprentissages, tant pour des questions de temps que de compétences que cela peut requérir.

La façon de rédiger est particulièrement perverse. Dans ce texte qui abrutit sous un déluge de vocabulaire froid et de dénominations techniques, voici que soudain on lit l'expression « chemin de l'école », un chemin que certains (les défavorisés) retrouveraient moins bien que d'autres. « Le chemin de l'école » est une expression parfaitement classique, spatialisée et rassurante, une des seules dans le texte qui rappelle un semblant de normalité et la

permanence d'une scolarisation... alors même que l'ensemble de la note dénigre la scolarisation réelle en la montrant comme une contrainte de laquelle il importe de se dégager. De la même façon, c'est le seul endroit du texte où il est question d' « accueil des élèves », alors même qu'il est sur le fond question d'équiper pour suivre à distance. Le « chemin » et « l'accueil » doivent donc être des métaphores plaisantes au service de l'école externalisée.

L'« enseignement hybride », nouveau dogme de la libération et de la réussite scolaire

La note ne laisse pas filtrer l'ombre d'un doute quant aux vertus de l'enseignement à distance. Les apôtres des neurosciences et de la numérisation du monde confondent leurs croyances avec une science. « La crise constitue une opportunité » et « questionne ce qu'est apprendre et enseigner au XXIème siècle ». « Apprendre et enseigner au XXIème siècle » devient très simple, surtout lorsqu'on le fait chacun pour soi et à distance ; l' « enseignement hybride » permet :

- « de s'affranchir des contraintes de temps et de lieux »
- « la diversification des supports qui permet de prendre en compte tous les types d'élèves et d'individualiser les contenus et les activités ».
- « l'implication des élèves souvent plus actifs du fait des activités proposées à distance ».
- « une amélioration de l'ancrage mémoriel grâce à la diversité des activités proposées ».
- aux élèves, de voir évoluer leur rôle et leur statut en fonction de leur degré d'autonomie : « auditeur ? Participant ? Pair ? Concepteur ? ».

Dans cette affaire, et c'est remarquable, « l'apprentissage du vivre ensemble » n'est même pas en reste (p.3) : il demeure « l'une des missions essentielles de l'école », dans une vision du lien social fondée sur la séparation des corps et la collectivisation numérique des consciences. Il est significatif qu'aucune autre « mission » de l'école ne soit rappelée sur toute la longueur du document, à commencer par l'émancipation. Bien au contraire, la scolarisation se résume à un lot manifestement pesant de « contraintes quotidiennes ». La mise à distance de l'école devrait donc être vécue comme une libération par les élèves et leurs familles. De là à instiller l'idée que « l'ignorance c'est la force » comme l'écrivait Orwell dans 1984, il n'y a pas si loin....

L'individu esseulé rendu responsable de la réussite de l'opération

Censée fournir une aide dans le cadre d'un « plan de continuité pédagogique », la note renvoie son lecteur à une grande solitude en même temps qu'au poids écrasant de ses responsabilités. Personne n'a rien décidé : l' « enseignement hybride » est là, il est, tout simplement. La crise sanitaire « impose », et elle est une « opportunité ». On n'a besoin de se référer à aucun principe, à aucune valeur, ni à aucun choix politique. On sait simplement que « cette évolution », si elle « fragilise » les enseignants, permet de « prendre en compte des besoins exprimés depuis longtemps ». On ne sait de quels besoins il s'agit, ni qui les a exprimés, ni quand. On est au royaume des flous. La crise impose « des modes d'enseignement qui interrogent », elle « interroge la classe en tant qu'espace physique », il faut « organiser différemment », « penser d'autres scénarisations », « adopter de nouvelles postures », « de nouvelles modalités », « mettre en place de nouvelles formes de travail »,

trouver à expliciter soi-même aux familles « ce que c'est apprendre et travailler en dehors des contraintes quotidiennes de la scolarisation ». Dans son écriture répétitive, le texte renvoie sans cesse la recherche de toute solution du niveau de l'institution vers celui des exécutants. L'emploi du couple sémantique *nécessiter / questionner* est significativement très élevé. C'est une « évolution » jamais clairement décrite qui *nécessite* (10 emplois), et à chaque fois c'est aux exécutants que la nécessité de *s'interroger* est renvoyée (15 emplois répétés ou dérivés pour « interroger », « questionner », « réflexion à envisager »...).

On se permettra ici d'évoquer l'ouvrage *Libres d'obéir* (sous-titré *Le Management, du nazisme à aujourd'hui*), publié en 2020 par l'historien français Johann Chapoutot. Dans ce travail, qui n'a pas pour but d'assimiler le management contemporain au nazisme, mais en décrit certaines similitudes, l'auteur montre comment la pensée sur l'administration et sur l'Etat a évolué dans le contexte de l'édification du Grand Reich. Chapoutot éclaire la façon dont le juriste nazi Reinhard Höhn conçoit l'Etat, à la façon d'un simple appareil (Apparat) au service du pouvoir, partant d'une conception du peuple comme « communauté » d'hommes libres, qui a seulement besoin d'être dirigée (geführt) et non gouvernée. D'une telle représentation, il découle que la communauté organique, délestée des individus "non viables", pourra se passer d'Etat, ou plus exactement s'en passer progressivement par la multiplication des instances ad hoc (agencification de l'État¹⁰).

Après-guerre, alors qu'il s'est reconverti dans le management d'entreprise, Höhn poursuit ses réflexions sur la motivation du membre de la communauté et, via ses études sur l'art de la guerre, sur les officiers de terrain à qui l'on doit laisser la « tactique de la mission » : sur un ordre clair de l'officier supérieur, le moyen pour y arriver doit être laissé à l'appréciation de l'officier de terrain, décideur autonome de son action, qui du coup en porte toute la responsabilité. Ce même principe est, pour Höhn, au cœur du management des ressources humaines (Lebensführung), qui doit être un « management par délégation de responsabilités ». L'employé, présenté comme libre de mettre en œuvre de manière autonome les missions que lui confie son supérieur, gratifié du titre de « collaborateur » et d'une « fiche de poste », est en réalité plus emprisonné par son travail.

« En somme, l'organisation nazie favorise absolument l'initiative individuelle, à l'unique condition que les subalternes, laissés libres de parvenir par les moyens de leur choix à accomplir au mieux les tâches qui leur ont été assignées, aient l'impression de les avoir déterminées et perdent la conscience de leur entière subordination aux donneurs d'ordres qui n'attendent de leurs subordonnés que des résultats, indépendamment de la façon dont ils ont été obtenus. Une telle logique de l'entrepreneuriat s'applique à la fois aux usines Krupp et à Auschwitz. D'un côté il s'agit de produire des armes, de l'autre des exterminations. Pour les individus qui constituent les rouages du système, seule compte l'exécution des instructions données, et le travail c'est la liberté. » (« Les formules nazies du management », par Maurice Mourier, 17 février 2020).

Reposant sur un souhait anti-étatique (dont l'un des avatars pourrait être le concept de la *start-up nation* ?), cette méthode (dite "de Bad Harzburg") caresse l'idée que l'autonomie du collaborateur libre et joyeux neutralise les divisions de la société (entre patron et ouvrier, riche et pauvre, droite et gauche) et assure l'unité de volonté, d'affect et d'action de la communauté productive.

¹⁰ Qu'on pense au rôle croissant joué actuellement par les instances récentes que sont le Conseil scientifique Covid-19, ou le Conseil scientifique de l'Education nationale, dont les membres appartiennent pour beaucoup à des officines telles que l'association Agir pour l'école ou l'Institut Montaigne. N'assistons-nous pas, hors de tout fond nazi, à une agencification de l'Etat ?

Screen New Deal : projet de société et aubaine du COVID

La note Eduscol a beau paraître d'une insupportable froideur, elle laisse filtrer par endroits les traces de l'exaltation qui anime ses inspirateurs. Le choix des verbes consacre l'opportunité et les vertus disciplinaires de la crise sanitaire : ce serait elle seule qui « impose » la transformation, « oblige », « nécessite »... Pour autant, les rédacteurs ne montrent ni hésitation, ni aucune inquiétude. Au contraire, la crise est vue comme une « opportunité » et le confinement comme un « avantage » pour créer du « lien ». Sans doute le confinement a été l'occasion de créer le laboratoire qui offre un avant-goût d'un avenir sans contact, permanent et très juteux pour les entreprises technologiques.

La même exaltation se retrouve sur l'autre rive de l'Atlantique, mais elle s'y exprime plus franchement. Dans un article publié début mai 2020 et intitulé « La stratégie du choc du capitalisme numérique »¹¹, Naomi Klein cite le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, se félicitant de la prise de « conscience que le changement est non seulement imminent, mais que si nous nous y prenons bien, il pourrait nous être bénéfique. » Annonçant un partenariat la fondation Bill et Melinda Gates pour développer « un système éducatif plus intelligent », M. Cuomo présentait aussi la pandémie comme « un moment de l'histoire où nous pouvons réellement intégrer et faire avancer les idées [de M. Gates]... Tous ces bâtiments, toutes ces salles de classe, à quoi cela sert-il, avec toute la technologie dont nous disposons désormais ? ». Annonçant un autre partenariat avec l'ancien PDG de Google, Eric Schmidt, chargé d'un groupe d'experts créé pour « réimaginer » l'après-Covid dans l'État de New York, M. Cuomo annonçait la couleur d'un après-Covid caractérisé par l'intégration permanente de la technologie dans tous les aspects de la vie des citoyens, avec pour priorités la télémédecine, l'enseignement à distance et l'élargissement de la bande passante. Selon Naomi Klein, c'est l'annonce d' « un avenir dans lequel nos maisons ne seront plus exclusivement nos domiciles personnels, mais aussi, par le truchement d'une connexion numérique à haut débit, nos écoles, nos cabinets médicaux, nos salles de gym et, si l'État en décide ainsi, nos prisons. [...] Voici un avenir où, pour les privilégiés, presque tout est livré à domicile, soit virtuellement par le biais du streaming et du cloud, soit dans la « vraie vie » par un véhicule sans conducteur ou un drone, puis « partagé », par écran interposé, sur un réseau social. Un avenir qui emploie beaucoup moins d'enseignants, de médecins et de chauffeurs. Un avenir qui n'accepte ni les espèces ni les cartes de crédit (au prétexte de la lutte contre les virus), où les transports en commun sont réduits à la portion congrue et où le spectacle vivant vivote. Un avenir qui prétend fonctionner grâce à l'« intelligence artificielle », mais qui ne tient debout que par l'action de dizaines de millions de travailleurs anonymes soustraits aux regards dans des entrepôts, des centres de données, des open-spaces de modération de contenu, des ateliers de misère de l'électronique, des mines de lithium, des fermes industrielles, des usines de transformation de viande et des prisons... à la merci des maladies et de l'hyper-exploitation. Un avenir dans lequel chacun de nos gestes, chacun de nos mots, chacune de nos relations est localisable, traçable et exploitable sous l'effet d'une alliance sans précédent entre gouvernements et méga-entreprises de la haute technologie. »

Pendant le confinement, M. Schmidt -toujours cité par Naomi Klein- traduisait l'intention de la Silicon Valley de tirer parti de la crise en vue d'une transformation permanente, en écrivant dans le Wall Street Journal :

¹¹ <https://www.terrestres.org/2020/05/17/la-strategie-du-choc-du-capitalisme-numerique/>

«Comme d'autres Américains, les spécialistes des high-tech s'efforcent de faire leur part pour soutenir la réponse de première ligne à la pandémie... Mais chaque Américain devrait se demander où nous voulons être, en tant que nation, à l'issue de la pandémie de Covid-19. Comment les technologies émergentes déployées dans le cadre de la crise actuelle pourraient-elles nous propulser vers un avenir meilleur ? Des entreprises comme Amazon savent rendre efficaces l'approvisionnement et la distribution. Elles devront à l'avenir fournir des services et des conseils aux responsables gouvernementaux qui ne disposent pas des systèmes informatiques et des compétences nécessaires. Nous devrions développer l'enseignement à distance, qui est expérimenté aujourd'hui comme jamais auparavant. En ligne, il n'y a pas d'exigence de proximité, ce qui permet aux étudiants de recevoir l'enseignement des meilleurs professeurs, quel que soit le secteur géographique où ils résident... L'impératif d'une expérimentation rapide et à grande échelle accélérera également la révolution biotechnologique... Enfin, le pays a besoin depuis longtemps d'une véritable infrastructure numérique... Si nous voulons construire une économie et un système éducatif d'avenir basés sur le "tout à distance", nous avons besoin d'une population pleinement connectée et d'une infrastructure ultrarapide. Le gouvernement doit investir massivement, peut-être dans le cadre d'un plan de relance, pour convertir l'infrastructure numérique du pays en plateformes basées sur le cloud et relier celles-ci à un réseau 5G. »

Naomi Klein explique comment, bien avant la crise sanitaire, M. Schmidt¹² menait déjà « une campagne agressive de lobbying et de relations publiques en faveur de sa vision de la société, digne de Black Mirror ». Il lui fallait alors la vendre « au nom du confort et de la personnalisation », malgré les inquiétudes perçues par de nombreuses personnes au sujet de « la sécurité, de la qualité et de l'inégalité de la télémédecine et des salles de classe en ligne, [...] des plateformes de réseaux sociaux sans scrupules qui empoisonnent nos systèmes d'information et la santé mentale de nos enfants, des « villes intelligentes » truffées de capteurs qui se substituent au pouvoir politique local, des vrais métiers que ces technologies ont supprimés et des boulots pourris qu'elles ont produits en masse. » Il lui fallait également justifier par la compétition avec la Chine et le péril jaune ses appels à des flots d'investissements publics en direction du secteur de la haute technologie, expliquant que « la surveillance est l'un des premiers et des meilleurs débouchés » de l'intelligence artificielle et que « la surveillance de masse est le contexte parfait pour stimuler la recherche sur l'apprentissage profond ». « Depuis mars, Eric Schmidt a adopté une autre stratégie marketing: ses exigences (dépenses massives dans la recherche et les infrastructures de haute technologie, partenariats public-privé pour l'intelligence artificielle, assouplissement des obligations en matière de sécurité et de protection de la vie privée...) et bien d'autres encore, sont désormais parées de la vertu d'être notre seul espoir face à un virus qui pourrait nous accompagner tout au long des prochaines années. »

Une vigilance aveugle qui tend au manquement criminel

La note Eduscol, dont l'un des sous-titres est « points de vigilance », ne comporte absolument aucune référence aux conséquences sociales, sanitaires et écologiques des

¹² M. Schmidt n'est pas un homme seul. Il préside deux instances qui prodiguent leurs conseils au ministère de la Défense et au Congrès étatsunien. A ses côtés, y siègent nombre « de puissants PDG de la Silicon Valley, de cadres supérieurs d'entreprises telles qu'Oracle, Amazon, Microsoft, Facebook et bien sûr, d'anciens collègues de M. Schmidt chez Google. » Naomi Klein les accuse de mener « une opération de racket sur Washington au profit de la Silicon Valley. L'objectif principal des deux commissions est d'appeler à une augmentation exponentielle des dépenses publiques pour la recherche sur l'intelligence artificielle et les infrastructures de soutien aux technologies telles que la 5G... des investissements qui bénéficieraient directement aux entreprises dans lesquelles M. Schmidt et d'autres membres de ces commissions détiennent des participations importantes. »

orientations qu'elle impose, et auxquelles elle expose en premier lieu l'ensemble des jeunes générations.

Moins d'enseignants, plus de technologies

Parallèlement, du côté des enseignants, « la crise du recrutement s'approfondit »¹³. La non couverture des postes mis au concours se poursuit, tout en s'accompagnant maintenant d'une « forte chute des inscrits », qui « cache une désaffection brutale », variable selon les disciplines, mais générale. « Malgré une moindre sélectivité en 2020, l'Education nationale n'a plus le vivier de candidats qui lui permettrait de remplir les postes offerts », écrit François Jarraud dans le Café pédagogique. Ce déclin des candidatures traduit une adaptation à la réduction du nombre de postes proposés depuis 2017, mais il reflète bien entendu également la perception commune de la dégradation des conditions d'exercice (salaires inférieurs de 26% à ceux des cadres équivalents de la fonction publique, et encore davantage par rapport à ceux du privé ; conditions d'exercice du métier menacées ; réduction de la liberté pédagogique et de la liberté d'organisation du travail hors salle de classe (préparation des cours, choix des exercices, corrections des copies etc); précarisation du métier par recours massifs à des contractuels aux parcours très divers, à la place de professeurs fonctionnaires, spécialement formés et recrutés par voie de concours.

Pendant que la profession sombre dans la neurasthénie, et les parents d'élèves dans l'angoisse, les marchands de solutions technologiques frétilent. Les éditeurs, qui ont toujours une longueur d'avance, ont déjà pris position exactement là où la note Eduscol conduit plus hypocritement. Une pub postée par les éditions Bordas par newsletter le 27 août vend de l'« accompagnement numérique personnalisé », grâce à sa « banque de ressources interactives disponible sur la plateforme d'entraînement numérique ViaScola afin d'accompagner tous les élèves dans leurs apprentissages ». *Ferme à clics* serait peut-être plus direct, mais *banque* fait plus cossu. Voilà qui rend immédiatement plus compréhensible et concret ce à quoi peut ressembler la « co-construction » entre « acteurs » pratiquant tous un « accompagnement » d'élèves rendus « autonomes », avec l'enseignant dans le rôle de prétendu « chef d'orchestre » (selon Eduscol) : Bordas présente l'« apprentissage » comme une « gestion ». Cette « gestion simple » est permise par la « centralisation des exercices sur une plateforme unique », accessible « 7jours/7, 24heures/24 ». Les classes et groupes d'élèves se « créent » directement sur cette plateforme privée et payante ; de là, l'enseignant n'a plus qu'à procéder à « l'assignation » et à la « diffusion d'exercices et de plans de travail » ; la « correction » est « automatique et instantanée », et l'enseignant n'a plus qu'à « visualiser les résultats individuels et collectifs en un clin d'œil »¹⁴. Bordas met en avant le « gain de temps », l'« autonomie », la différenciation et le « suivi individualisé » des élèves (sur lesquels la fiche Eduscol insiste tant).

¹³ <http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2020/09/01092020Article637345426326460235.aspx>

¹⁴ https://www.cns-edu.com/ressources/rbp_003/bordas_accompagnement_numerique_personnalise-lycee?utm_source=2020%20BORDAS%20BANP&utm_campaign=BRD_202008_BANP_lycee_professeurs&utm_medium=email&declareId=3214563

Dans un contexte où la « circulation active du virus » est vigoureusement martelée, on est en droit de penser que les « conditions normales » qui autoriseraient un retour à l'école telle que nous la connaissions jusqu'alors (« en présentiel ») ne reviendront pas. Dès lors, la mise en place de cet « enseignement hybride » et déshumanisé semble s'imposer comme une évidence. Une hypothèse largement corroborée par les propos d'un ministre de l'Education Nationale se réjouissant de trouver là l'opportunité d'une « modernisation du système scolaire », celle-ci s'apparentant manifestement exclusivement à sa numérisation par le biais de « l'équipement des enseignants et de tous les élèves » à court terme. Présenté dès lors comme une nécessité incontournable, puisque c'est ainsi que l'on doit « apprendre au XXIème siècle », le déploiement à marche forcée de cet « enseignement hybride » ne peut être remis en question. Il requiert implicitement la soumission volontaire des agents de l'institution et la validation tacite des parents d'élèves, parents sur lesquels se retrouve désormais déchargée la responsabilité même de l'enseignement. Les grands gagnants de ce démantèlement méthodique de l'Education Nationale seront à n'en pas douter les entreprises du numérique. Cette ubérisation de l'instruction profitera probablement aussi largement à toutes sortes de marchands de services, « accompagnateurs » privés de l'enseignement et de la formation.

Pour donner à ses enfants la chance d'une instruction digne de ce nom, il faudra du temps ou de l'argent et même certainement les deux. Avec cette nouvelle école, la réussite est fonction de moyens, et le déterminisme familial devient écrasant. L'ascenseur social, déjà fortement mis à mal depuis des décennies, est définitivement mort. Et l'ignorance risque de devenir la nouvelle pandémie de notre société. Avec quelles conséquences ?

Nos vies sont hybridées dans la frénésie des développements d'un état d'exception. Près d'un million d'enseignants et personnels de l'Education nationale, plus de 12 millions d'élèves et des millions de parents d'élèves de ce pays sont éminemment concernés. Avec ou sans masque, resteront-ils muets sur cette prise de contrôle de la technologie ?